

Genève, le 13 mai 2010

## 105ème assemblée des délégués de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) à Genève

### Etat-Religion: quel équilibre?

En prélude l'assemblée des délégués, un débat entre des personnalités politiques représentant tous les grands partis suisses, animé par la journaliste **Esther Mamarbachi** a porté sur le thème d'actualité «Etat-Religion: quel équilibre?».

Ont participé à ce débat les conseillers nationaux **Martine Brunschwig Graf**, PLR, **Christophe Darbellay**, PDC, **Oskar Freysinger**, UDC, **Ueli Leuenberger**, les Verts, **Ada Marra**, PS, ainsi que **Sabine Simkhovitch-Dreyfus**, vice-présidente de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI). Cette dernière a souligné qu'après l'acceptation de l'initiative sur les minarets, les juifs de Suisse tiennent plus que jamais à la préservation de la liberté religieuse et l'interdiction de toute discrimination. Des solutions pratiquées pendant des années et permettant aux juifs de vivre en accord avec leur foi sont remises en cause. Aussi en tant que citoyenne suisse, elle s'est dit préoccupée que le discours politique actuel ne résout rien et augmente les clivages.

### Diversité Juive

Lors de la cérémonie qui a suivi, le président de la FSCI, Herbert Winter, a fait l'éloge de Genève en tant que «ville phare du judaïsme Suisse et des valeurs qui lui sont chères». La ville de la diplomatie internationale où, en 1936, a été fondé le Congrès juif mondial, dégage «cette ouverture au monde dont nous nous sentons particulièrement proches.» Conformément à la devise « Diversité juive », tout le spectre du judaïsme, tant en termes d'origines qu'au niveau religieux, est représenté à Genève».

Au centre du discours de H. Winter était centré étaient les suites difficiles de l'acceptation de l'initiative sur les minarets. A cette occasion, la problématique du rapport entre l'Etat et la religion, mais aussi entre la démocratie directe et Etat de droit a refait surface de manière nouvelle et inattendue. Il a souligné que les règles impératives du droit international et les droits fondamentaux prévus par la Constitution tels que la liberté religieuse n'étaient pas négociables et ne devaient «être aliénés sous aucun prétexte». Sur un tout autre sujet, Winter a évoqué l'attachement des juifs suisses à l'Etat d'Israël tout en soulignant que la FSCI n'était pas le porte-parole du gouvernement israélien.

### Election de Francine Brunschwig en tant que membre du comité directeur

Le lendemain, l'assemblée des délégués a élu Francine Brunschwig, de Lausanne, en tant que nouveau membre du comité directeur. Elle reprend les département de la culture. La partie statutaire était précédée d'ateliers sur des thèmes liés à la communauté juive de Suisse - coopération régionale, les besoins spécifiques des juifs et l'Etat, ainsi que l'avenir des communautés juives.

Pour toute question: Sabine Simkhovitch-Dreyfus, vice-présidente FSCI, tél. 078 707 27 67

*Les photos et l'allocution du président peuvent être téléchargées à partir du site [www.swissjews.ch](http://www.swissjews.ch)*